

N° de siret : 88439385100024

Numéro de déclaration d'activité : 11910890891

## Prévention de la délinquance

En 50 ans, la délinquance juvénile a été multiplié par 2,5. Un chiffre alarmant qui montre toute l'importance de considérer ce problème tant au niveau national que local.

Les mineurs délinquants sont de plus en plus jeunes. Les faits ont augmenté d'un cran passant d'incivilités à des crimes et délits qui, chaque jour, défraient la chronique.

Les élus communaux ont un rôle central à jouer dans la lutte contre les violences, et ce pour plusieurs raisons :

- Améliorer la vie des administrés
- Permettre de réaliser des économies aux communes
- Endiguer le phénomène
- Mettre en place une prévention pour sensibiliser jeunes et parents

Ce programme peut être réadapté selon vos besoins spécifiques.

**Public** : Elus communal- Agent et cadre territorial

Toutes nos formations sont accessibles aux personnes en situation de handicap, n'hésitez pas à contacter notre référente pour des solutions de compensation au bon déroulement de votre formation.

**Durée** : 8 Heures

**Tarif** : 80€ de l'heure soit 640€ la journée

**Prérequis** :

- Connaissances de base sur la responsabilité des élus.
- Connaissances de base sur le rôle des collectivités locales.
- Connaissances de bases sur les pouvoirs de police du maire.

**Modalités d'inscription** :

- Éligible au droit individuel à la formation\*
- Inscription via le budget votre collectivité\*
- Inscription individuel\*

**Nous contacter** :

Référente handicap : [refhandicap@ct-iftes.com](mailto:refhandicap@ct-iftes.com) Ligne Direct : 09 77 19 76 04

Référente pédagogique : [refpedagogie@ct-iftes.com](mailto:refpedagogie@ct-iftes.com) Ligne Directe : 07.87.28.52.88

Référente logistique : [reflogistique@ct-iftes.com](mailto:reflogistique@ct-iftes.com) Ligne directe : 06.11.36.96.72

**Dispositif de suivi de l'exécution d'évaluation des résultats de la formation**

- Questionnaire d'identification des besoins
- Convocation
- Attestation de participation
- Evaluation de la formation à l'issue de la journée.
- Evaluation de la formation à froid

Date de mise à jour : 23/11/2021

N° de siret : 88439385100024

Numéro de déclaration d'activité : 11910890891

### Moyen pédagogiques et techniques

- Accueil des stagiaires dans une salle dédiée à la formation
- Documents supports de formation projetés
- Exposés théoriques
- Cas pratiques
- Mise à disposition en ligne de documents supports à la suite de la formation

### Les objectifs de la formation :

- Comprendre le phénomène des incivilités et de la petite délinquance
- Déterminer le rôle du maire et des élus en matière de prévention de la délinquance
- Comprendre ce qu'est la police du maire
- Découvrir les outils de la police du maire

### Le contenu de la formation :

#### Le phénomène des incivilités et de la petite délinquance

- Se familiariser avec le phénomène
- Identifier les causes et les indicateurs
- Mesurer le coût pour la collectivité

#### Le rôle des élus en matière de prévention de la délinquance

- Le statut du maire et des adjoints
- La sécurité une des principales attentes de la population
- La responsabilité des élus en la matière

#### La police du maire

- Ce qu'implique le statut d'officier de police judiciaire
- Comprendre ce qu'est la police administrative
- Le lien avec les autorités judiciaires, administratives et de sécurité publique.

#### Les outils de la police du maire

- Les outils de police judiciaire
- Les outils de police administrative
- Les outils de concertation et de dialogue
- L'accompagnement social

### Évaluation des acquis :

L'évaluation des acquis des stagiaires ayant suivi cette formation est mesurée grâce :

- À une pédagogie interactive
- Le traitement de cas pratique en cours de formation
- Des exercices et questionnaires en cours de formation
- Une évaluation à la suite de la formation

N° de siret : 88439385100024  
Numéro de déclaration d'activité : 11910890891

## Financer votre formation :

### 1\* – SUR LE BUDGET FORMATION DE VOTRE COLLECTIVITÉ

La loi a institué un droit à la formation pour chaque élu-es d'une collectivité.

Ce droit, individuel, est ouvert aux élu-es de toutes les collectivités locales et regroupements, sans restriction. L'élu-e détermine librement le thème, le lieu de la formation, l'organisme agréé qui le dispense, quel que soit son statut au sein de sa collectivité (majorité ou opposition). La mise en oeuvre du droit à la formation de l'élu-e s'inscrit dans le cadre du budget annuel et est obligatoire : de 2% minimum du montant total des indemnités de fonction allouées aux élu-es de la collectivité, et jusqu'à 20% de ce montant.

### 2\* – SUR VOTRE DIF ELU-ES

Ouvert à tous les élu-es locaux depuis 2017, le Droit Individuel à la Formation (DIF) des Elu-es vise le financement de toutes les formations nécessaires à l'exercice du mandat d'un élu-e, y compris les formations nécessaires à sa réinsertion professionnelle à l'issue de ce mandat.

Arrêté du 12 juillet 2021 – Tableau simplifié de calcul des droits des élus

Situation de l'élu au 22 juillet 2021		Droits crédités le 23 juillet 2021		
Mandat ou ancien mandat	Droits DIFE au 22 juillet 2021	Enveloppe annuelle	Enveloppe issue de la conversion des heures non utilisées	Enveloppe totale disponible au 23 juillet 2021
Conseiller municipal, élu ou réélu en 2020,	<b>20h</b> Cas d'un élu n'ayant pas utilisé les droits acquis au titre de la première année de mandat (20h).	400€ TTC	300€ TTC (20h non-utilisées converties au taux de 15€)	700€ TTC
	<b>12h</b> Cas d'un élu ayant effectué 8h de formation depuis son élection	400€ TTC	180€ TTC (12h non-utilisées converties au taux de 15€)	580€ TTC
Conseiller régional ou départemental	<b>0h</b> (en cas de réélection, les droits acquis au titre du précédent mandat sont effacés)	400€ TTC	0	400€ TTC
Ancien conseiller régional ou départemental, n'exerçant plus aucun mandat local et non-retraité	<b>100h</b> Cas d'un élu n'ayant jamais utilisé les droits acquis au titre du mandat échu	0	1500€ TTC (100h non utilisées converties au taux de 15€)	1500€ TTC à consommer dans les six mois suivant la fin du mandat

Le montant maximum des droits susceptibles d'être détenus sur les comptes DIFE est de 1500€ jusque fin décembre 2021 puis de 700€ à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. En effet, les anciens conseillers et régionaux peuvent bénéficier, dans les six mois suivant la fin du mandat, d'un montant maximum de 1500€. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le montant maximum atteignable sera de 700€ (cas d'un conseiller municipal n'ayant pas utilisé son DIFE depuis son élection en 2020, illustré dans la première ligne du tableau).

[Formulaire Demande de financement DIF ELUS-v 2017-07.pdf \(caissedesdepots.fr\)](#)

[remboursement-frais-formation-metropole.pdf \(caissedesdepots.fr\)](#)

[Microsoft Word - Barème des frais DIF Elus-v 2020-05-13.docx \(caissedesdepots.fr\)](#)

Date de mise à jour : 23/11/2021